

Opinion

# Promouvoir l'unité latino-américaine à partir de la Bolivie

Eduardo Paz Rada

vendredi 26 mars 2021, par [Françoise Couédel](#)

12 mars 2021 - *La diplomatie des peuples, la démocratie anti-impérialiste et la défense commune de l'intégration régionale seront essentielles pour promouvoir une politique commune destinée à affronter la pandémie.*

Dans un moment historique extrêmement difficile pour l'humanité, traversée par différentes crises globales, la reprise du projet émancipateur bolivien d'intégration et d'unité de l'Amérique latine et de la Caraïbe, lancé aux débuts de ce siècle, devient prioritaire, nécessaire et indispensable. Il incombe au gouvernement bolivien la haute responsabilité de reprendre un rôle de premier rang grâce à des initiatives tendant à l'action coordonnée avec les gouvernements de l'Argentine, du Venezuela, du Mexique, du Nicaragua, de Cuba et autres qui font partie de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM).

La stratégie des impérialismes nord-américains et européens a été, depuis le début du XIXe siècle, de diviser les peuples et les pays de notre région pour maintenir leur domination et leur hégémonie. Le présent ne fait pas exception. C'est la raison pour laquelle, après le recul des dernières cinq années, nous reprenons dès lors l'initiative grâce aux actions, aux rencontres et aux décisions de Alberto Fernandez, d'Argentine, et Manuel López Obrador, du Mexique, pour organiser un front commun afin d'affronter la crise économique et sanitaire et de positionner la région en tant qu'acteur important de la géopolitique mondiale.

La visite à La Paz, il y a quelques jours, du chancelier argentin Felipe Solá et sa rencontre avec le chancelier bolivien Rogelio Mayta sont un signal supplémentaire de la nécessité de rouvrir les chemins de l'intégration, de considérer que l'incorporation de la Bolivie au MERCOSUR, qui avait été différée depuis l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro, est à nouveau d'actualité. En outre, Ariel Basteiro a été nommé ambassadeur d'Argentine en Bolivie. Sous les gouvernements de Cristina Fernández et d'Evo Morales, il a joué un rôle important dans la promotion des relations mutuelles et des positions à prendre sur le cas des Malouines Argentines dans le pays et en Amérique latine

L'ambassadrice mexicaine María Teresa Mercado, expulsée par le gouvernement de facto en 2020 pour avoir donné asile au siège de l'ambassade à des dirigeants et des autorités du gouvernement du MAS, est également de retour, à la demande du président Luis Arce, en reconnaissance de sa solidarité avec les causes du peuple bolivien et de sa défense d'un droit international fondamental.

La résistance des révolutions cubaine, nicaraguayenne et vénézuélienne, ces dernières années, face à l'assaut, au blocus et à la menace brutale des États-Unis, est la manifestation de la dignité et de la souveraineté des peuples libres (et des « hommes libres » comme le dirait le général Sandino), prêts à défendre l'autodétermination nationale. Récemment le nouveau président des États-Unis, Joe Biden, à l'instar de Donald Trump, a renoué avec la politique agressive et interventionniste en Amérique latine et dans la Caraïbe.

C'est dans ce contexte que la politique étrangère de la Bolivie devra favoriser les relations du bloc qui relie les gouvernements de Nicolas Maduro, de Daniel Ortega, et de Miguel Díaz Canel, soutiens de l'Alternative bolivienne des peuples d'Amérique latine (ALBA), conçue par les commandants Fidel Castro

et Hugo Chávez, avec celles de Fernández et López Obrador, dans une aspiration commune à la Grande Patrie.

Les chefs du gouvernement bolivien, Luis Arce et David Choquehuanca, Evo Morales, le leader du peuple bolivien et du Mouvement pour le socialisme (MAS), ont noué d'excellentes relations avec les gouvernements des cinq pays cités et ont reçu leur appui. Cela ouvre des perspectives de relance du dynamisme tant de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), que de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA).

La diplomatie des peuples, la démocratie anti-impérialiste et la défense commune de l'intégration régionale devront nous permettre d'affronter la pandémie grâce à une politique commune. Ce sont les propositions de López Obrador et de Fernández en faveur de la production et de la distribution du vaccin à tous les pays de la région ou l'initiative de Diaz Canel et de Maduro pour que les vaccins cubains soient améliorés et distribués massivement. Le CARICOM (Communauté caribéenne) a fait connaître son rejet de l'accaparement et de la spéculation sur le vaccin que pratiquent les puissances capitalistes et en a exigé la distribution égalitaire sur la planète.

Il sera plus facile alors d'affronter plus efficacement la crise économique et financière mondiale si les pays de la région mettent en place une stratégie commune face aux politiques des puissances mondiales telles que les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Union européenne et s'emparent à nouveau des initiatives d'intégration commerciale, économique, financière, politique, culturelle, militaire et diplomatique.

Dans l'actualité, les actions conjointes face au rôle de l'Organisation des États américains (OEA), devenue l'agence de Washington, sont primordiales. C'est le cas en Équateur, pour soutenir le triomphe d'Andrés Arauz aux élections contre l'attaque putschiste colombo-étatsunienne, au Brésil, pour appuyer le plein respect des droits civiques et politiques de Lula Da Silva à présenter sa candidature à la présidence et pour ce qui est des annonces interventionnistes dans la région du président nord-américain Joe Biden.

---

**Eduardo Paz Rada** est un sociologue bolivien, enseignant à l'UMSA. Il écrit sur la Bolivie et l'Amérique latine.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/211360>.